

Bourges, le 27 avril 2018

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES A LA PRÉFÈTE
Dossier de demande d'autorisation environnementale
Société Bois d'Olivet Energies
Communes de Dampierre-en-Graçay et Massay

1. OBJET DE LA DEMANDE

Par lettre déposée en Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher le 03 août 2017, Monsieur Thomas TENAILLEAU, agissant en qualité de chargé de projet de la Société VALOREM – Bois d'Olivet Energies, a sollicité une autorisation environnementale pour le parc éolien du bois d'Olivet, implanté sur le territoire des communes de Dampierre-en-Graçay et Massay.

Cette demande porte sur la réalisation d'un nouveau parc éolien composé de :

- 4 aérogénérateurs pour lesquels le pétitionnaire se laisse le choix entre deux modèles :
 - le modèle VESTAS V110, d'une puissance unitaire de 2,2 MW, présentant une hauteur de mât, nacelle comprise, de 125 m et un diamètre de rotor de 110 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 180 m maximum ;
 - le modèle NORDEX N117, d'une puissance unitaire de 3 MW, présentant une hauteur de mât, nacelle comprise, de 120 m et un diamètre de rotor de 117 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 178,4 m maximum.
- 1 poste de livraison électrique.

Le parc éolien, d'une puissance totale de 8,8 ou 12 MW (selon le modèle d'aérogénérateur retenu), permettra la production annuelle estimée d'environ 23 ou 29 GWh, équivalente à la consommation électrique annuelle (hors chauffage) de 8 250 ou 10 400 foyers. Sous réserve de l'accord d'ENEDIS et des capacités d'accueil suffisantes, le parc éolien sera raccordé via une liaison enterrée au poste source de Paudy situé à environ 18 kilomètres du projet. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du pétitionnaire.

À cet effet, le dossier de demande d'autorisation environnementale, a été déposé le 03 août 2017 et complété le 21 novembre 2017.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen préalable,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique.

1.1. Note de présentation non technique

Conformément à l'article R. 181-13 du Code de l'Environnement, la note de présentation non technique ci-jointe, décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Il positionne le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La puissance électrique totale du parc étant inférieure au seuil de 50 MW fixé par l'article R. 311-2 du code de l'énergie, le parc éolien est réputé autorisé au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie.

1.2. Maîtrise d'urbanisation

L'occupation du sol sur la commune de Dampierre-en-Graçay est régie par une carte communale approuvée le 20 juin 2014 et déposée en sous-préfecture le 1er septembre 2014. Les aménagements du projet sont localisés dans une zone N. La carte communale de Dampierre-en-Graçay n'est pas accompagnée d'un règlement régissant les occupations du sol propre à chaque zone de la commune, le Règlement National d'Urbanisme (RNU) s'applique donc pour chacune de ces zones.

Les installations du parc éolien de Bois d'Olivet se situent en dehors des parties urbanisées de la commune de Dampierre-en-Graçay et ne sont nullement incompatibles avec les éléments listés à l'alinéa 2 de l'article L111-4 du Code de l'Urbanisme.

L'occupation du sol sur la commune de Massay est régie par un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé en 2006 et modifié en 2018 afin notamment de préciser et de permettre les installations liées aux énergies renouvelables en zone A. Les aménagements du projet sont situés en zone A (agricole) du PLU. L'article A-1 du règlement du PLU indique que les occupations et utilisations du sol interdites sont : « Les constructions, les installations et travaux de toute nature non liés, soit aux nécessités de services publics ou d'intérêt collectif, soit à l'exploitation agricole ».

Les éoliennes et l'ensemble des équipements annexes nécessaires à leur exploitation entrent dans la catégorie des équipements d'intérêt collectif et peuvent donc, sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère de la zone, être autorisés en zone A.

2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation. Ainsi, le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

2.1. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Les conditions d'exploitation des parcs éoliens sont définies par les arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 susvisés. Ces prescriptions s'appliquent de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société SARL Bois d'Olivet Energies.

Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. A cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'Etat consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances suivantes :

Articles I-3 et II-1 – Les coordonnées Lambert des éoliennes et les caractéristiques techniques des machines garantissant :

- le respect des distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques ;
- la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Article II-4.1 - Les dispositions techniques associées à la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Article II-4.2 - Les mesures liées aux phases de chantiers de construction / déconstruction et au fonctionnement de l'installation, destinées à protéger l'avifaune et les chiroptères notamment la période d'exclusion des travaux et les études environnementales après réception du parc ;
- Article II-5 - Les dispositions techniques permettant de garantir la préservation de la ressource en eaux, pendant les phases critiques des chantiers de construction / déconstruction et de maintenance de l'installation ;
- Article II-6 - La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc ;
- Article II-8 - La synchronisation du balisage des aérogénérateurs du parc ;
- Article II-10 - L'usage futur des terrains à retenir au terme de l'exploitation du parc éolien.

Par ailleurs, le projet d'arrêté reprend les recommandations suivantes exprimées dans le cadre de la consultation du public ou formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'Etat :

Article II-7 - Obligation d'informer le SDIS du Cher de la mise en service industrielle du parc et de transmettre les documents attendus par les équipes d'intervention. Implantation des équipements de lutte contre l'incendie sollicités.

L'inspection des Installations classées propose également les prescriptions suivantes :

- Le pétitionnaire ne propose aucune mesure de prévention des collisions vis-à-vis des chiroptères du fait de l'absence de pic d'activité observé pour ces espèces sur le site. Cependant, la durée des écoutes présentée dans le dossier est jugée trop limitée dans le temps pour évaluer cet enjeu correctement. De plus, des études de mortalité récentes sur des parcs proches laissent apparaître un pic de mortalité en période migratoire pour les espèces de noctules et de pipistrelles, sans que les états initiaux des études préalables n'aient décelé de sensibilités particulières sur les sites d'implantation, également en grandes cultures. Aussi, l'inspection des Installations classées propose de mettre en place un plan de bridage préventif, dès la mise en service des aérogénérateurs, sur la période du 1er août au 31 octobre lorsque les conditions de vols d'espèces migratrices de chiroptères sont réunies.

Les suivis de mortalité réalisés par la suite permettront de mesurer l'efficacité et affiner au besoin les modalités de ce bridage.

Cette proposition est reprise dans l'article II-4.2 du projet d'arrêté préfectoral.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'Etat et des réponses apportées par le pétitionnaire,

Considérant :

- que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- qu'en application de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;
- que les communes de Dampierre-en-Graçay et Massay font partie de la liste des communes retenues dans la zone favorable au développement de l'énergie éolienne n° 15 - « Champagne Berrichonne et Bolschault Méridional » du Schéma Régional Eolien annexé au Schéma Régional Climat Air Energie de la région Centre approuvé par arrêté du 28 juin 2012 ;
- que le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;
- que les prescriptions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions de la consultation du public et des services de l'Etat, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
- que l'impact de l'installation sur le paysage est limité et que le projet s'insère en cohérence avec le parc éolien voisin situé sur la commune de Dampierre-en-Graçay ;
- que sur le patrimoine recensé au sein de l'aire d'étude, l'abbaye de Massay est concernée par des co-visibilités avec le projet et que celles-ci s'effectuent depuis des axes routiers peu fréquentés ;

- que les mesures préventives et correctives sur lesquelles la société Bois d'Olivet Energies s'est engagée, en phase de travaux et après la mise en service industrielle du parc éolien sont de nature à protéger l'avifaune et les chiroptères ;
- que le parc éolien respecte les seuils de niveau de bruit réglementaires en vigueur, sous réserve de mettre en place un plan de fonctionnement destiné à brider l'installation sous certaines conditions de vents et à certaines périodes de la journée ;
- que, eu égard à la proximité des zones à usage d'habitation, l'installation doit faire l'objet d'une campagne de mesures de niveaux de bruit après la mise en exploitation du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique remise dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale ;
- que les mesures matérielles et organisationnelles sur lesquelles la société Bois d'Olivet Energies s'est engagée pour préserver les eaux de surface et souterraines d'une pollution générée par l'installation, en phase de chantier et d'exploitation du parc éolien, sont proportionnées aux enjeux.

Au vu des éléments fournis par la société Bois d'Olivet Energies dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société Bois d'Olivet Energies sur le territoire des communes de Dampierre-en-Graçay et Massay.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète du Cher d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société Bois d'Olivet Energies, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentées à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages et pour un dossier de demande d'autorisation environnementale.

L'inspecteur de l'environnement,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme
À Madame la Préfète du Cher
Pour le Directeur et par délégation,

Signé

PJ :

☒ Plan de masse
☒ Projet d'arrêté préfectoral
☒ Fiche récapitulative
☒ Note de présentation non technique
☒ Conclusions du commissaire enquêteur

Documents tenus à la disposition des membres de la
CDNPS auprès de la DREAL :

Avis rendus suite aux consultations effectuées en application
des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code
de l'environnement
Avis de l'autorité environnementale
Avis rendus suite aux consultations effectuées en application
des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code
de l'environnement
Éventuelles réponses du pétitionnaire aux consultations lors
de la phase d'enquête publique

Copies à
DREAL/UD18